

Le marché du travail dans les Dom : un chômage encore élevé malgré une forte croissance économique

V. Hecquet (Dirag-Insee) et C. Parain (DR Réunion-Insee)

DANS les années 1990, les quatre départements d'outre-mer (Dom) ont enregistré une expansion économique plus rapide que la métropole. Grâce à de fortes transformations de leur tissu économique, ils se sont rapprochés de la moyenne nationale en termes de Pib et de revenu par habitant, même si les écarts restent encore importants. Seule la Guyane, marquée par son exceptionnelle croissance démographique et les fluctuations de son activité spatiale, n'a pas suivi ce rattrapage.

Les quatre Dom ont connu, à partir de 1998, une réduction sensible de leur taux de chômage. Mais, en dépit de ces progrès, celui-ci demeure très élevé. En 2004, il s'élevait à 28,2 % pour les quatre Dom, contre 9,9 % en métropole. Cela tient en partie à la formation moindre de la main-d'œuvre : 45,8 % des actifs des Dom n'ont aucun diplôme, contre 15,9 % de ceux de métropole.

Toutefois, à niveau de formation équivalent, le chômage est bien plus élevé dans les Dom. Dans un contexte de forte croissance démographique, les jeunes, les femmes et les non-diplômés sont particulièrement pénalisés.

Une croissance économique dynamique, mais un retard encore élevé en termes de Pib ou de revenu par habitant

Les départements d'outre-mer ont connu depuis le début des années quatre-vingt-dix une croissance économique plus élevée qu'en métropole : sur la période 1990 à 1999, la croissance annuelle moyenne du Pib (à prix constants) varie entre 3,1 % et 4,4 % sur la période, contre 2,4 % en métropole. Cette croissance s'inscrit dans un contexte d'augmentation rapide de la population. En Guadeloupe et surtout à la Réunion et en Guyane, la croissance démographique a été nettement plus forte que dans chacune des 22 régions de métropole. À la Martinique, la transition démographique est plus avancée que dans les autres Dom : si la croissance de la population a été soutenue (+0,66% par an), elle reste inférieure à celle des régions de métropole qui ont le plus progressé, le Languedoc-Roussillon (+ 0,92 %) ou l'Alsace (+ 0,73 %).

Tableau 1

Croissance démographique et économique de 1990 à 1999

	Croissance de la population annuelle moyenne (90/99)	Croissance du Pib annuelle moyenne %	Croissance du Pib par habitant annuelle moyenne %
Réunion	1,87	4,4	2,6
Guadeloupe	0,98	3,7	2,6
Martinique	0,66	1,0	2,4
Guyane	3,57	3,1	- 0,5
France métropolitaine	0,39	2,4	2,0
Pays de la Loire (première région métropolitaine pour la croissance du Pib)	0,58	3,1	2,8
Lorraine (dernière région métropolitaine pour la croissance du Pib)	0,02	1,7	1,9

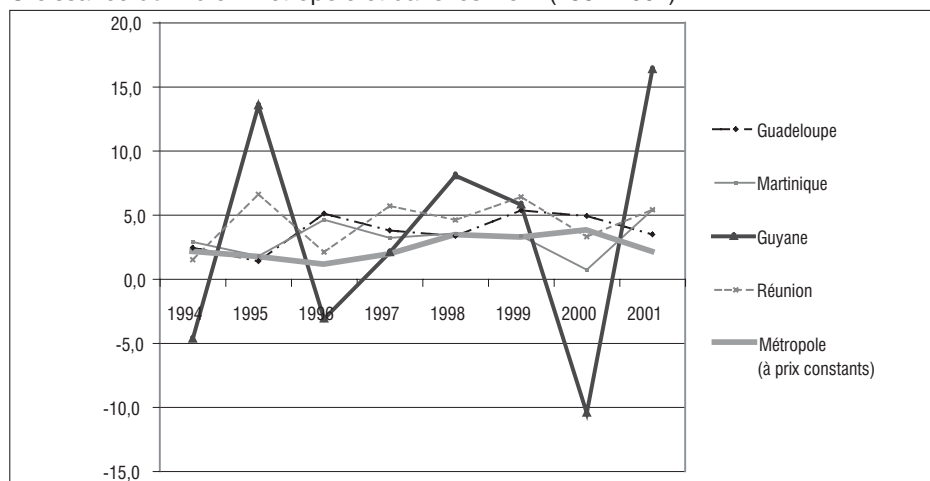
Le dynamisme de la croissance a permis une élévation du Pib par habitant dans trois des quatre Dom, en dépit de la forte pression démographique. Seule la Guyane a connu une légère baisse du Pib par habitant (- 0,5 % par an en moyenne au cours des années quatre-vingt-dix). Département de très petite taille (185 000 habitants au recensement de 2004, soit 10,4 % de la population des Dom), la Guyane connaît en effet une croissance démographique parmi les plus élevées au monde alors que son Pib, très erratique, dépend pour près de 40 % desancements spatiaux.

Les Pib par habitant des Dom restent toutefois bien en dessous de la moyenne nationale : en 2001, ils se situent entre 50 % et 63 % du Pib par habitant de métropole. Plusieurs facteurs économiques et démographiques peuvent être avancés pour expliquer cet écart. Dans les quatre Dom, mais plus encore à la Réunion et en Guyane, la forte proportion de jeunes de moins de 19 ans réduit la part des actifs dans la population totale (cf. tableau 2). Ainsi, en 1999, les actifs représentaient 42,3 % de la population totale à la Réunion et 39,7 % en Guyane, contre 45,2 % en métropole. La

Réunion se distingue, en outre, par un taux d'activité féminin nettement inférieur à celui de métropole (cf. *infra*). Aux Antilles, en revanche, la part des actifs dans la population totale est proche de celle de la métropole¹, mais le niveau élevé du chômage pèse, comme dans les autres Dom, sur le volume de travail effectif. Dans les quatre départements d'outre-mer, le tissu économique est, en outre, structuré autour d'activités moins génératrices de valeur ajoutée qu'en métropole : les activités qui dégagent traditionnellement les plus fortes productivités du travail (industrie, activités financières, services aux entreprises les plus qualifiés, etc.) sont moins présentes² et la main-d'œuvre demeure bien moins diplômée qu'en métropole.

Graphique 1

Croissance du Pib en métropole et dans les Dom (1994-2001)



Le retard des Dom est moindre en termes de revenu par habitant³ : le revenu disponible brut par habitant se situe à 73 % du niveau national en Guadeloupe, 74 % en Martinique, 65 % à la Réunion et 57 % en Guyane. La pression fiscale est en effet moins élevée, du fait de dispositions spécifiques aux Dom et du caractère progressif de l'impôt sur le revenu. Les habitants des Dom perçoivent en outre des transferts sociaux plus élevés en moyenne, car le chômage est fréquent et le nombre moyen d'enfants élevé. Alors que l'indice synthétique de fécondité (nombre d'en-

1. La forte proportion d'enfants étant compensée par une part relative moins importante de personnes âgées.

2. Cela est vrai même en Guyane, où en dépit de la part du spatial qui représente environ le quart du Pib, le tissu productif reste fort orienté vers l'agriculture et la construction.

3. Le revenu disponible brut d'un ménage comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des cotisations sociales et des impôts directs.

fants par femme en âge d'en avoir) est de 1,9 en métropole en 2005, il est de 2,0 en Martinique, 2,2 en Guadeloupe, 2,5 à la Réunion et 3,9 en Guyane. La part des retraites dans le revenu est en revanche inférieure à la métropole car la population est plus jeune.

Graphique 2

Pib par habitant en métropole et dans les Dom en 2001

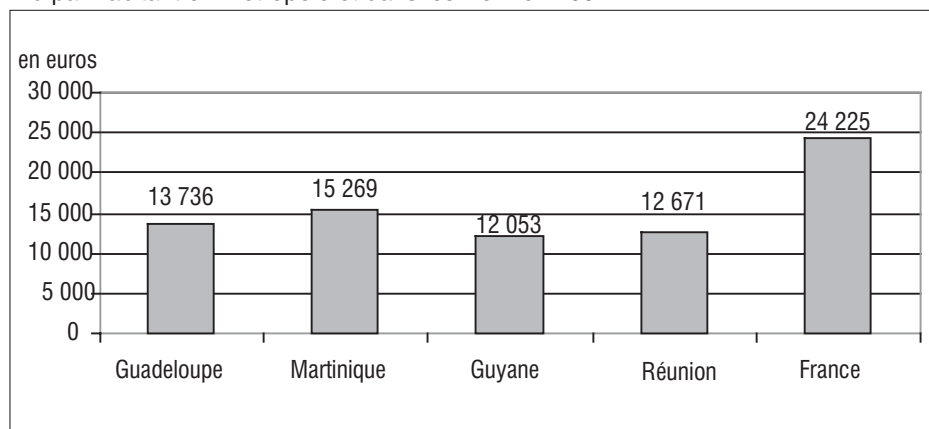


Tableau 2

Structure par âge de la population dans les Dom et en métropole en 2004

	0-19 ans	20-39 ans	40-59 ans	60-74 ans	75 ans ou +	Total
Guadeloupe	30,8	26,4	27,1	10,5	5,2	100,0
Martinique	27,8	26,1	27,8	12,1	6,2	100,0
Guyane	41,9	31,6	20,9	4,2	1,4	100,0
Réunion	34,0	30,0	24,1	8,7	3,2	100,0
Métropole	23,8	26,8	27,6	13,1	8,7	100,0

Source : Enquête annuelle de recensement 2004.

Des économies en mutation

Au niveau macroéconomique, les Dom se caractérisent par le dynamisme de leur consommation et la faiblesse de leurs exportations. Sur la moyenne des années 1993-2001, la part dans le Pib de la consommation finale des ménages est supérieure à celle observée en métropole, de 5 points en Martinique ou de 15 points environ en Guadeloupe. Des écarts du même ordre sont observés pour la consommation finale des administrations (cf. Cerom [2004] p. 9 et [2005] p. 43).

En revanche, les exportations de biens ne représentent en 2000 que 6,4 % du Pib en Guyane, 6,7 % à la Réunion, 9,6 % en Guadeloupe et 10,6 % à la Martinique,

contre 20,1 % en moyenne nationale. Cette faiblesse des exportations a pour conséquence un déficit commercial qui dépasse le quart du Pib pour chacun des Dom⁴.

Par rapport à la métropole, la structure économique des Dom se caractérise par une sous-représentation de l'industrie et une surreprésentation de la construction et des services administrés⁵.

Tableau 3

Ventilation sectorielle de la valeur ajoutée en 2000

En % de la valeur ajoutée	Réunion	Guadeloupe	Martinique	Guyane	France entière
Agriculture et pêche	2,6	4,1	3,9	5,1	2,8
Industrie	7,6	6,5	7,5	13,2	20,9
Construction	6,5	8,7	6,0	9,2	4,5
Tertiaire marchand	45,4	49,8	49,8	30,7	51,6
Services administrés	38,0	30,9	32,7	41,8	20,1
Total	100	100	100	100	100

Source : Comptes des Dom et comptes nationaux, Insee.

Au cours des dernières années, les économies d'outre-mer ont connu d'importantes transformations. Dans les quatre départements, les activités de services (immobilier, tourisme, télécommunication, transports, services aux entreprises, services financiers) se sont développées à un rythme accéléré, traduisant l'évolution rapide des modes de consommation. L'industrie connaît aussi une vive croissance depuis les années 1990, même si sa part dans la valeur ajoutée reste encore faible. Les entrepreneurs tendent progressivement à reconquérir leur marché intérieur au détriment des importations (thématique de l'«import-substitution⁶»). Ainsi, en Guadeloupe, le taux de dépendance vis-à-vis des importations⁷ est passé de 53 % en 1993, à 45,7 % en 2000 (cf. Cerom [2004] p. 44). Bien que de moindre ampleur, une évolution analogue est observée pour chacun des Dom. Cette évolution n'est pas le simple reflet de la tertiarisation des économies. La dépendance vis-à-vis des importations s'est atténuée pour toutes les activités et tous les types de produits, y compris industriels.

4. On rappelle que, comme il est d'usage, les échanges avec la métropole et avec les autres Dom sont pris en compte dans le commerce extérieur des Dom.

5. Dans la nomenclature Dom 25 utilisée pour l'analyse des départements d'outre-mer, ces activités désignent les services de l'État, des collectivités locales et des établissements publics locaux.

6. Depuis les années 1950, de nombreuses petites économies insulaires ont cherché à mettre en œuvre des politiques réduisant leur dépendance vis-à-vis des importations. Tel est notamment l'un des objectifs centraux des politiques de développement modélisées par Arthur Lewis (1915-1991), originaire de Sainte-Lucie et prix Nobel d'économie en 1979.

7. Ce taux est défini par la formule :

$$\text{Taux} = \frac{(\text{Imports} + \text{Impôts sur imports})}{\dots}$$

$$(\text{Production} - \text{Variation des stocks} - \text{Exports} + \text{Imports} + \text{Impôts sur imports})$$

Autre facteur de dynamisme, le taux d'investissement des sociétés non financières est légèrement supérieur à celui observé en métropole. Sur la période 1993-2001, il est de 28 % en Guadeloupe, 25 % en Martinique, contre 18,5 % en métropole (cf. Cerom [2005] p. 66 et [2004] p. 32). Les taux de création d'entreprises sont également élevés : en 2002, les entreprises créées dans l'année représentent 10,9 % du parc en France métropolitaine, 11,3 % en Guadeloupe, 11,6 % en Martinique, 14,4 % en Guyane et 17 % à la Réunion. Dans ce département toutefois, le taux de survie des entreprises à trois ans est le plus faible de toutes les régions françaises. Il n'y dépasse pas 49,9 %, contre 64 % en moyenne nationale et 69 % environ dans les trois départements d'Antilles-Guyane.

Des taux d'activité féminins plus élevés aux Antilles qu'à la Réunion

Depuis le début des années 1980, la population active s'est plus accrue dans les Dom qu'en métropole. De 1982 à 1999, le nombre d'actifs dans les Dom a progressé de près de 60 %, contre 12,3 % en métropole. Cela est dû au double effet de l'accroissement démographique et de la plus grande activité des femmes. La tertiarisation des emplois, l'éclatement fréquent des structures familiales, le besoin d'indépendance financière et le désir d'accès aux biens de consommation incitent les femmes à se porter sur le marché de l'emploi. L'évolution vers l'économie formelle des travaux majoritairement réalisés par des femmes a également joué, notamment avec le développement des services aux personnes. La montée de l'activité féminine ne concerne pas uniquement les jeunes générations, mais est enregistrée à tous les âges. Ainsi, de nombreuses femmes d'une quarantaine d'années qui n'ont jamais travaillé se portent désormais sur le marché du travail, alors même que leur manque d'expérience et leur faible qualification les exposent fréquemment au chômage.

Tableau 4

Croissance et féminisation de la population active de 1982 à 1999

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	4 DOM	Métropole
Croissance de la population active (en %)						
1982 à 1990	40,4	27,3	55,2	35,2	35,7	6,4
1990 à 1999	11,5	6,1	28,6	27,9	17,6	5,6
1982 à 1999	56,6	35,1	99,6	72,9	59,7	12,3
Nombre de femmes actives pour 100 hommes actifs						
1982	76,2	83,5	59,1	56,0	68,5	69,0
1990	84,8	92,4	62,6	69,7	78,7	79,0
1999	97,2	102,3	78,9	81,0	89,7	85,3

Source : Insee, RP 1982, 1990 et 1999, exploitation complémentaire (lieu de résidence).

Les taux d'activité féminins restent toutefois très disparates au sein des Dom. Si le taux d'activité des jeunes femmes est proche de celui de la métropole à la

Réunion, il est inférieur de plus de 10 points aux Antilles et de 8 points en Guyane. Le constat est inverse pour les tranches d'âge médian. Le taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans n'est que légèrement inférieur à celui de métropole dans les départements des Antilles, alors qu'il est de 15 points plus faible à la Réunion et en Guyane.

Tableau 5

Taux d'activité par sexe et âge en 2003 (en %)

		Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	Métropole
Hommes	15 à 24 ans	20,7	22,2	21,3	37,8	35,1
	25 à 49 ans	91,1	87,9	88,4	88,2	94,1
	50 ans ou plus	39,1	36,3	55,6	36,4	37,5
	Total	61,0	57,4	64,6	62,9	61,9
Femmes	15 à 24 ans	18,5	17,4	20,9	28,3	28,8
	25 à 49 ans	76,0	79,4	65,0	66,4	81,0
	50 ans ou plus	27,0	27,2	37,3	23,2	26,0
	Total	49,7	49,9	49,2	45,9	49,0
Ensemble	15 à 24 ans	19,6	19,8	21,1	33,1	32,0
	25 à 49 ans	83,0	83,3	76,1	77,0	87,5
	50 ans ou plus	32,4	31,2	46,7	29,3	31,2
	Total	55,0	53,4	56,7	54,1	55,2

Source : Enquête Emploi Dom 2003, enquête Emploi en continu du 2^e trimestre 2003 en métropole.

Une croissance de l'emploi plus soutenue à la Réunion

Stimulé par le dynamisme démographique et économique, l'emploi progresse plus rapidement dans les départements d'outre-mer qu'en métropole. Sur la période 1990-2002, la croissance annuelle moyenne de l'emploi salarié a été de 1,6 % en Guadeloupe, 2,9 % en Guyane et 2,1 % à la Réunion, contre 1,2 % en métropole. Seule la Martinique a une croissance de l'emploi légèrement inférieure à la moyenne nationale (1,1 %). Entre 1990 et 1999, le nombre d'emplois tertiaires (marchands et non marchands) y a progressé de 10 %, contre 18 % en Guadeloupe, 35 % en Guyane, 19 % à la Réunion et 13 % en métropole. La Martinique a connu une forte contraction dans le commerce de détail (-11 %) qui contraste avec la stagnation ou l'essor des autres Dom. Dans ce département, les fermetures de petits commerces sont intervenues plus tardivement que dans les autres Dom. Par ailleurs, la moindre progression démographique dans ce département s'est accompagnée d'un rythme annuel moyen de croissance inférieur de 0,5 point à celui de la Guadeloupe.

Alors que 72 % des emplois salariés sont dans le tertiaire en France métropolitaine, cette proportion s'élève à 85 % en Guadeloupe et à la Réunion, 84 % en Guyane et 82 % en Martinique. En métropole, seules les régions Île-de-France (84 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (82 %) et Corse (83 %) ont des taux du même ordre⁸.

8. Ces chiffres sont issus du recensement 1999, qui présente l'avantage d'offrir des chiffres rigoureusement comparables sur l'ensemble du territoire.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié dans les Dom (1989-2003)

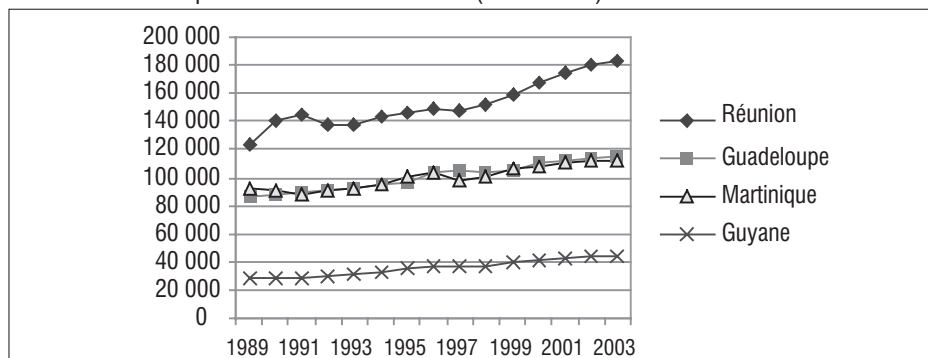


Tableau 6

Structure de l'emploi salarié par secteurs d'activité en 2003*

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Agriculture, pêche	2,6	5,3	2,3	1,7
Industrie	6,8	7,7	7,0	7,3
Construction	5,7	4,9	6,5	6,2
Commerce	14,1	12,7	8,8	13,8
Services	70,8	69,4	75,4	71,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

* Données provisoires.

Source : Insee - Estimations d'emploi.

Comme en Corse, les Dom se caractérisent par un poids très élevé de l'emploi financé par la dépense publique au sens large (éducation, santé, administration). Les secteurs non marchands représentent ainsi 37,5 % des emplois en Guadeloupe, 40,2 % en Martinique, 44,5 % en Guyane et 46 % à la Réunion, contre 30 % France entière. Le maillage territorial des services publics contribue à accroître la part de l'emploi public dans les petits départements. Tous les Dom bénéficient ainsi d'équipements publics (préfecture, conseil général et régional, université, centre hospitalier, etc.). Le nombre élevé de jeunes suscite également d'importantes créations d'emplois dans l'éducation. Ainsi, pour 100 emplois dans l'éducation, en moyenne nationale, on en compte 167 en Guadeloupe, 166 en Martinique, 182 en Guyane et 184 à la Réunion⁹. Enfin, les collectivités territoriales ont créé de nombreux postes pour répondre à des besoins sociaux et d'aménagement (routes, voirie, signalisation...) plus forts qu'en métropole.

9. Selon un indice de spécificité, calculé sur le recensement de 1999.

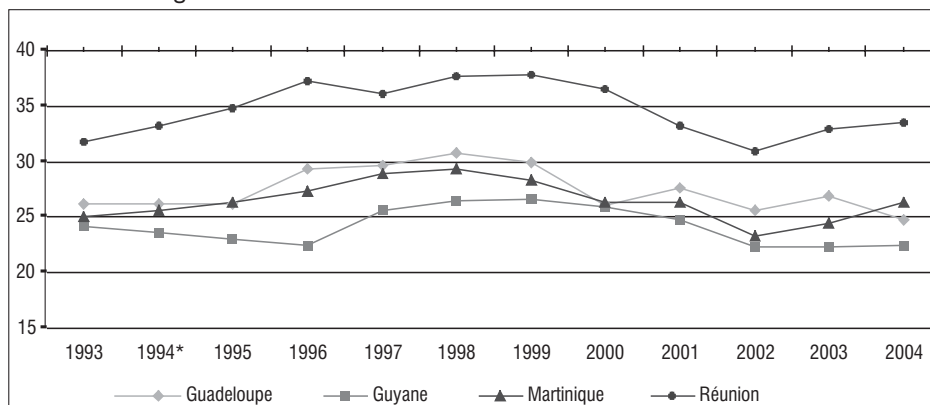
Le chômage dans les Dom : de deux à trois fois plus élevé qu'en métropole

En 2004, le chômage touchait 28,2 % de la population active des Dom : 22,4 % en Martinique, 24,7 % en Guadeloupe, 26,3 % en Guyane et 33,5 % à la Réunion. Ces taux sont très supérieurs à celui de France métropolitaine (9,9 % en 2004) et à ceux des autres régions françaises : avec un taux de chômage de 13,7 % fin 2004, le Languedoc-Roussillon, dernière région de France métropolitaine, devance encore de près de neuf points la Martinique, qui est le département d'outre-mer le mieux classé.

Le chômage a progressé de façon presque ininterrompue depuis plus de trente ans. Néanmoins, entre 1998 et 2002, tous les départements d'outre-mer ont bénéficié d'une diminution du chômage, en rupture avec la tendance antérieure. Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'elle est intervenue dans un contexte de renchérissement du coût de la main-d'œuvre, consécutif à l'alignement complet du Smic sur le niveau métropolitain. Depuis 2002, le taux de chômage remonte à la Martinique et à la Réunion.

Graphique 4

Taux de chômage dans les Dom de 1993 à 2004



Des taux de chômage particulièrement élevés pour les jeunes et les femmes

Pour toutes les tranches d'âges, le taux de chômage des hommes et des femmes est supérieur dans les Dom à celui de la métropole. Son niveau est particulièrement élevé pour les jeunes (entre 43 % et 57 %) et les femmes (entre 25 % et 35 %).

Dans un contexte de forte natalité, l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail accentue la concurrence et accroît les difficultés d'accès à l'emploi.

L'entrée rapide des femmes sur le marché du travail a vraisemblablement accentué les difficultés qu'elles rencontrent à accéder à l'emploi. À diplôme égal, les femmes sont plus souvent au chômage que les hommes (cf. tableau 10).

Tableau 7

Taux de chômage par sexe et âge en 2003 (en %)

		Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	Métropole
Hommes	15 à 24 ans	57,1	47,6	42,9	49,6	18,4
	25 à 49 ans	24,8	19,7	19,3	30,0	7,4
	50 ans ou plus	12,8	10,7	15,1	19,8	6,4
	Total	24,6	19,9	20,5	31,4	8,2
Femmes	15 à 24 ans	54,4	48,1	53,3	57,6	24,0
	25 à 49 ans	31,5	26,4	28,2	33,0	10,5
	50 ans ou plus	12,3	11,2	20,5	21,4	7,4
	Total	29,4	24,6	29,6	34,8	11,0
Ensemble	15 à 24 ans	55,8	47,8	47,9	53,0	20,9
	25 à 49 ans	28,1	23,1	23,3	31,4	8,9
	50 ans ou plus	12,6	10,9	17,2	20,5	6,9
	Total	26,9	22,3	24,5	32,9	9,5

Sources : Enquête Emploi Dom 2003, enquête Emploi en continu du 2^e trimestre 2003 en métropole.

Des actifs moins diplômés qu'en métropole

Le niveau de formation de la population active est très inférieur dans les Dom à celui de la métropole. La proportion d'actifs¹⁰ sans diplôme est presque trois fois plus élevée en moyenne dans les Dom qu'en métropole : elle atteint 37,6 % en Martinique, 40,5 % en Guadeloupe, 48,7 % en Guyane et 52,7 % à la Réunion, contre 15,9 % en métropole. En Corse et Picardie, régions où les parts de sans diplôme sont les plus élevées de métropole, cette proportion n'est que de 22,3 % et 21,7 %. Seuls 11,7 % des actifs résidant dans les Dom ont un diplôme supérieur ou égal à bac + 2 contre 22 % en métropole. Comme sur le reste du territoire, les femmes sont désormais plus diplômées dans les Dom que les hommes, à l'exception de la Guyane.

10. Sauf mention contraire, tous les chiffres concernent les personnes de 15 à 59 ans ayant terminé leurs études et considérées au lieu de résidence. Les données sont celles du recensement de la population de 1999.

Tableau 8

Niveaux de diplôme en métropole et dans les Dom en 1999*

		Aucun diplôme	Diplôme inf. au bac	Bac, brevet professionnel	Bac + 2	Diplômes supérieurs
Guadeloupe		40,5	35,2	12,4	6,0	5,9
	hommes	43,7	34,6	10,5	5,1	6,1
	femmes	37,5	35,7	14,1	6,9	5,8
Guyane		48,7	28,2	9,9	6,1	7,1
	hommes	46,6	30,6	9,5	5,6	7,7
	femmes	50,9	25,8	10,4	6,6	6,4
Martinique		37,6	37,4	11,5	6,5	7
	hommes	42,5	36,0	9,5	5,2	6,8
	femmes	33,1	38,7	13,3	7,6	7,2
Réunion		52,7	27,6	9,3	4,5	5,9
	hommes	53,7	28,1	7,9	4,0	6,3
	femmes	51,8	27,1	10,6	5,0	5,5
Dom		45,8	31,8	10,6	5,5	6,2
	hommes	48,1	37,1	9,1	4,7	6,5
	femmes	43,7	31,9	12,1	6,2	6
Métropole hors Île-de-France		16,2	49,9	14,3	10,6	8,9
	hommes	16,5	52,0	13,2	8,9	9,4
	femmes	16,0	47,8	15,4	12,3	8,5
France métropolitaine		15,9	47,6	14,5	11,0	11,0
	hommes	16,3	49,5	13,4	9,3	11,6
	femmes	15,5	45,7	15,6	12,8	10,4

*Diplômes des 15 à 59 ans ayant achevé leurs études.

Source : Insee, Recensement 1999, exploitation complémentaire (lieu de résidence).

Les migrations, en particulier avec la métropole, n'affectent qu'à la marge la structure des niveaux de formation. Si les diplômés nés dans les Dom partent souvent vers la métropole en début de vie active, les départs de non-diplômés sont également intenses et chaque Dom accueille symétriquement des diplômés nés en métropole. Au total, la structure des diplômes est pour chaque Dom relativement proche de celle qui serait observée sans aucune migration avec la métropole (cf. tableau 9).

Des résultats de nature analogue sont observés pour chaque Dom pris isolément, ainsi que pour les hommes comme pour les femmes.

Le niveau plus élevé du chômage dans les Dom ne résulte pas simplement d'une structure plus défavorable des niveaux de formation. À tous les niveaux de diplôme inférieurs ou égaux à bac + 2, le taux de chômage dans les Dom dépasse très nettement la moyenne de métropole (cf. tableau 10) : en 1999, selon le recensement de la population, 50,5 % des sans diplôme des Dom étaient au chômage, contre 23 % de ceux de métropole. L'écart diminue cependant avec le niveau du diplôme, celui-ci protégeant davantage du chômage dans les Dom. Pour les actifs ayant un diplôme supérieur à bac + 2, le taux de chômage est ainsi quasiment identique dans les Dom et en métropole (6,7 %).

Tableau 9

Impact des migrations sur les niveaux de diplôme dans les Dom en 1999*

	Total	Aucun diplôme	< au bac	Bac	Bac + 2	> à bac + 2
Actifs vivant dans les quatre Dom (1)	868 064	397 953	276 064	92 347	47 475	54 225
Nés dans le Dom où ils vivent	680 848	337 399	226 048	64 519	28 182	24 700
Nés en métropole	93 346	9 779	29 487	18 550	14 055	21 475
Nés dans un autre Dom ou Tom	18 468	5 983	6 563	2 401	1 611	1 910
Nés à l'étranger	75 402	44 792	13 966	6 877	3 627	6 140
<i>Part des nés en métropole</i>	10,8 %	2,5 %	10,7 %	20,1 %	29,6 %	39,6 %
Actifs vivant en métropole et nés dans un Dom	220 869	41 993	120 437	27 448	17 416	13 575
<i>Taux de migration vers la métropole</i>	24,5 %	11,1 %	34,8 %	29,8 %	38,2 %	35,5 %
Solde avec la métropole (2)	-127 523	-32 214	-90 950	-8 898	-3 361	7 900
Actifs Dom sans échanges avec la métropole (1)- (2)	995 587	430 167	367 014	101 245	50 836	46 325
Structure par diplôme	100,0 %	45,8 %	31,8 %	10,6 %	5,5 %	6,2 %
Structure par diplôme sans échanges avec la métropole	100,0 %	43,2 %	36,9 %	10,2 %	5,1 %	4,7 %

Source : Insee, Recensement 1999, exploitation complémentaire.

Tableau 10

Taux de chômage par sexe et diplôme en 1999

		Métropole	4 Dom	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Ensemble		12,8	36,5	34,2	30,0	32,8	41,6
	hommes	11,0	33,3	30,7	25,8	29,3	38,5
	femmes	15,0	40,2	37,9	35,3	36,2	45,4
Sans diplôme		23,3	50,5	46,3	47,0	45,4	55,3
	hommes	20,8	45,8	41,9	39,9	40,8	50,7
	femmes	27,0	56,9	52,0	56,5	51,6	61,9
Diplômes < au bac		13,0	34,4	33,2	24,9	32,4	39,0
	hommes	10,5	29,8	28,4	21,8	27,2	34,3
	femmes	16,3	39,5	38,1	29,1	37,2	44,9
Bac, brevet professionnel		11,3	23,2	24,8	13,9	23,3	24,0
	hommes	9,3	18,6	19,6	10,4	17,9	20,4
	femmes	13,3	26,7	28,5	17,5	27,0	26,8
Bac + 2		7,5	13,6	15,8	8,5	14,4	12,8
	hommes	7,0	11,2	13,1	6,7	10,8	11,4
	femmes	8,0	15,5	17,7	10,2	16,6	13,9
Diplôme supérieur		6,8	6,7	8,0	4,4	7,7	5,9
	hommes	5,7	5,0	6,1	3,1	5,4	4,8
	femmes	8,2	8,5	10,0	6,1	9,8	7,2

Source : Insee, Recensement 1999, exploitation complémentaire (lieu de résidence).

Moins formés qu'en métropole, les actifs des Dom exercent des professions moins qualifiées. Dans les quatre Dom, 8,3 % des emplois sont des emplois de cadre contre 11,7 % en métropole. En outre, à catégorie socioprofessionnelle identique, les actifs des Dom sont moins diplômés que l'ensemble des Français (cf. tableau 11) : 56,8 % des ouvriers des Dom n'ont aucun diplôme, contre 25,2 % de ceux de métropole ; 33,5 % des employés des Dom sont également dans ce cas, contre 12,5 % en métropole. Cette moindre formation s'observe pour toutes les catégories socioprofessionnelles à l'exception des cadres, dont les niveaux de formation sont très proches de la moyenne. Le diplôme conditionne en effet fortement l'accès au statut de cadre. De plus, les cadres du public, en moyenne plus diplômés, sont davantage représentés dans les Dom.

Au niveau collectif, la moindre qualification des actifs, à poste comparable, est un handicap pour les Dom, qui peut appeler des efforts spécifiques de formation continue. En particulier, le déficit de formation des artisans et agriculteurs pénalise vraisemblablement le développement de leurs entreprises. À un niveau plus individuel, les salariés des Dom accèdent à des postes plus qualifiés que ceux occupés en métropole par des personnes de même niveau de formation.

Tableau 11

Niveau de diplôme des actifs ayant un emploi en 1999

	Aucun diplôme	Diplômes inf. au bac	Bac, brevet pro.	Bac + 2	Diplômes supérieurs	
Moyenne des quatre Dom	31,9	34,7	14,2	8,5	10,7	100
Ouvriers	56,8	37,7	4,1	1	0,4	100
Agriculteurs	67,9	24,2	5	1,8	1,1	100
Employés	33,5	44,2	15,2	5,1	1,9	100
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	35,4	41,5	11,9	5,7	5,5	100
Professions intermédiaires	8,2	24,4	26	22,3	19,1	100
Cadres et prof. intellect. sup.	3,1	8,1	11,9	12,7	64,2	100
Métropole	12,1	47,3	15,3	12,5	12,8	100
Ouvriers	25,2	64,1	7,9	2	0,8	100
Agriculteurs	13	63,6	16	5,6	1,8	100
Employés	12,5	57,8	18,3	8,4	2,9	100
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10,7	59,2	15,2	7,4	7,6	100
Professions intermédiaires	3,2	30,4	22,4	31,2	12,9	100
Cadres et prof. intellect. sup.	1,5	11,5	10,7	13,1	63,2	100

Source : Insee, Recensement 1999, exploitation complémentaire (lieu de résidence).

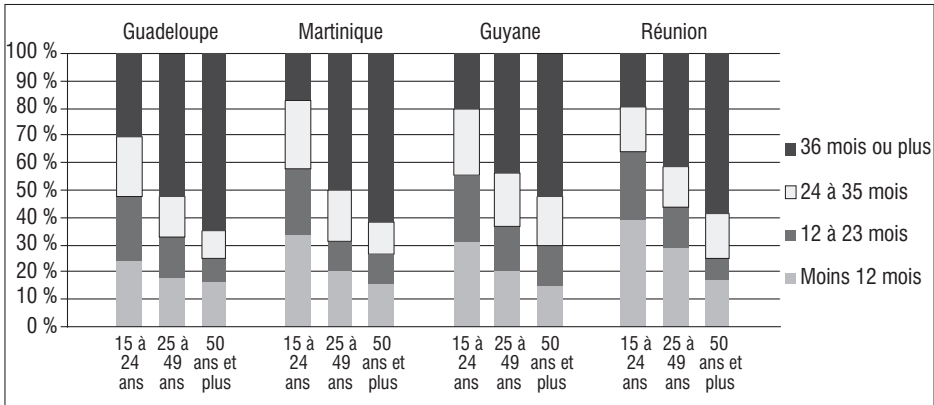
Un chômage de longue durée plus fréquent qu'en métropole

En mai 2005, 42 % des demandeurs d'emploi de catégorie 1 des Dom étaient inscrits à l'Anpe depuis un an ou plus, contre 31,5 % en métropole. La part du chômage de longue durée est particulièrement élevée aux Antilles : 48,1 % en Guadeloupe et 46,3 % en Martinique. Avec 37 % de demandeurs d'emploi de longue

durée, la Réunion reste au-dessus des régions de métropole, alors que la Guyane (33,6 %) est dépassée par le Nord-Pas-de-Calais (34,5 %) et la Picardie (35,2 %).

Graphique 5

Durée du chômage dans les DOM par tranche d'âge en 2003



Dans les Dom, un ménage actif sur trois est touché par le chômage

Parmi les ménages des Dom composés d'au moins un actif, 36 % comptent au moins une personne au chômage en 2003. Les familles monoparentales sont plus particulièrement affectées : dans 43 % des cas, l'adulte qui est à sa tête est touché par le chômage.

Tableau 12

Taux de chômage dans les familles des Dom en 2003

	Ménages sans chômage	Ménages de plusieurs actifs dont certains au chômage	Ménages où tous les actifs sont au chômage	TOTAL	% touchés par le chômage	% type ménage
Avec au moins 1 actif	272 626	75 355	81 075	429 056	36,5	100,0
Ménage d'une seule personne	24 417	0	8 040	32 457	24,8	7,6
Ménage de plusieurs personnes sans lien de parenté	27 881	3 164	8 563	39 608	29,6	9,2
Famille monoparentale	54 156	12 808	28 211	95 175	43,1	22,2
Couple sans enfants	34 865	7 037	5 108	47 010	25,8	11,0
Couple avec enfants	131 307	52 346	31 153	214 806	38,9	50,1

Source : Enquête emploi Dom.

Bibliographie

- ASSOCIATION CEROM, INSEE, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, IEDOM, 2005, *L'Économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ?*, Insee, juin 2005.
- ASSOCIATION CEROM, INSEE, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, IEDOM, 2004, *Une double transition presque réussie : chômage, productivité et politique d'emploi à la Réunion*, Insee, octobre 2004.
- ASSOCIATION CEROM, INSEE, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, IEDOM, 2004, *Guadeloupe : une économie en déficit... d'image*, Insee, mars 2004.
- INSEE ANTILLES-GUYANE, 2003, Dossier « Emploi chômage », *Antiane-Éco* n° 56, juin 2003.
- INSEE ANTILLES-GUYANE, 2001, « Emploi : un diplôme sinon rien », *Antiane-Éco*, n° 50, octobre 2001.
- INSEE ANTILLES-GUYANE, 2000, « Le parcours des chômeurs de 1998 à 2000 : que sont-ils devenus ? », *Antiane-Éco*, n° 47, décembre 2000.
- « L'insertion des jeunes : 20 000 jeunes en grande difficulté d'accès », *Économie de la Réunion*, n° 122, quatrième trimestre 2004.